

Résolution de la Coordination Nationale de déi Lénk sur l'Ukraine, la militarisation et les impérialismes

L'ampleur des forces armées que le régime de Putin a jetées sur l'Ukraine laissait croire que quelques jours allaient lui suffire pour accomplir ses objectifs militaires. Une guerre éclair conduisant à l'effondrement de l'armée et du gouvernement ukrainiens, tel était le scénario qui a guidé la décision du Kremlin.

Plus d'un mois après, la résistance de l'armée et de la population ukrainienne a créé la surprise.

Mais pour le peuple ukrainien elle se paie d'un prix terrible : pertes humaines, traumatismes multiples, des millions de réfugiés, des villes bombardées et des destructions aux lourdes conséquences sur le plan écologique et social...

Et il faut craindre que, loin de revenir sur ses décisions criminelles, Putin réagisse par une fuite en avant dans la guerre, comme c'est bien connu de toutes les guerres.

Les attaques de Putin contre le principe d'autodétermination des peuples et sa persécution de l'opposition dans la Fédération de Russie même (y compris les secteurs de gauche, marxistes et libertaires), ainsi que des personnes LGTBI, confirment le caractère réactionnaire, autoritaire, impérialiste et oligarchique de son régime.

Il faut souligner que l'OTAN est co-responsable de la situation créée, avec son interventionnisme impérialiste et son expansionnisme mondial sous la forme, notamment, de bases militaires américaines. La subordination de l'Europe aux diktats géopolitiques de Washington et son incapacité à proposer une solution pacifique au conflit révèlent l'impuissance et la complicité de l'Union européenne avec les politiques militaristes et l'industrie de l'armement.

Néanmoins on ne peut pas et on ne doit pas relativiser l'agressivité de l'impérialisme russe, excuser sa sauvagerie à l'égard de l'Ukraine, en invoquant les fautes et les méfaits de l'OTAN et des impérialismes occidentaux et ne pas activer un soutien plein au peuple ukrainien.

Nous sommes contre toute forme d'escalade militaire et contre une militarisation supplémentaire du conflit et c'est pourquoi nous avons des appréhensions concernant les livraisons massives d'armes par des Etats occidentaux à l'Ukraine.

Nous reconnaissons le droit des peuples à la résistance armée dans une situation d'occupation. Un pays occupé militairement a le droit à la résistance armée et cela vaut pour tout pays et pas seulement pour ceux qui sont occupés par la Russie. Mais à partir de ce constat et jusqu'à la décision de livrer des armes il y a encore des pas importants à franchir et d'autres voies de solidarité à mettre en route et à approfondir.

C'est pour cela qu'au Luxembourg nous soutenons sans hésitation toutes les actions de la part de la communauté ukrainienne visant à offrir une protection active et un accueil en conditions dignes à toutes les personnes fuyant la guerre. Nous regrettons qu'actuellement des réfugiés qui viennent de fuir la guerre en Ukraine mais qui ne sont pas de nationalité ukrainienne ne peuvent pas bénéficier du même soutien de la part du gouvernement et de la société civile.

Nous soutenons les mécanismes d'accueil que le Gouvernement luxembourgeois a mis en place pour l'accueil scolaire, les facilités d'accès au marché du travail et l'élimination de la plupart des entraves administratives à tous ceux qui fuient la guerre. Bien que nous ne puissions pas célébrer sans critique que

des actions similaires n'ont jamais été mises en place pour les personnes fuyant d'autres très récents conflits sanglants que l'Europe ou d'autres continents connaissent (Afghanistan, Yémen, Ethiopie, Mali etc.).

Nous soutenons aussi les mobilisations émanant des organisations syndicales et du mouvement pour la paix au Luxembourg qui nous rappellent l'étroite relation entre le conflit ukrainien et d'autres questions qu'y sont reliés. Notamment la militarisation de nos sociétés et l'indifférence en face de la crise climatique.

Nous constatons aussi l'absence de mécanismes politiques de résolution des conflits territoriaux et autres en Europe et dans le monde. Nous constatons l'affaiblissement de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et nous appelons au renforcement quant à son pouvoir décisionnel, à l'efficacité de ses moyens d'action et attributions juridiques pour permettre un mécanisme de sécurité en Europe où tous les conflits territoriaux à l'Est et l'Ouest puissent être résolus par des voies diplomatiques et de dialogue.

Nous soutenons aussi les initiatives internationales d'une grande partie de la gauche ecosocialiste et syndicale en Europe, via le PGE (Parti de la Gauche européenne) et via le *European network in solidarity with Ukraine and against war*, afin d'organiser des conférences pour la paix et des convois syndicaux afin de matérialiser notre solidarité en fournissant une aide matérielle, des produits de première nécessité et de soins aux populations ukrainiennes victimes de la guerre.

Nous nous sentons très proches des gauches anticapitalistes en Ukraine, en Biélorussie et en Russie qui doivent faire face à une répression politique arbitraire dans un contexte de guerre qui fait particulièrement difficile sa lutte et son engagement militant.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue un acte d'agression indéfendable. Il est dans l'intérêt non seulement du peuple ukrainien mais de toute l'Europe et en fin de compte du peuple russe lui-même, que cette agression échoue.

- 1) Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et au retrait inconditionnel des troupes russes du territoire d'Ukraine.
- 2) Nous considérons que le peuple ukrainien et les résidents d'Ukraine ont le droit de se défendre et nous respectons le droit du gouvernement ukrainien de négocier avec la Russie et si possible d'obtenir une issue négociée à la guerre.
- 3) Nous appelons les responsables européens à s'engager enfin de manière rigoureuse et coordonnée dans la recherche d'un cessez-le-feu immédiat et d'une paix négociée, notamment en utilisant les sanctions économiques comme levier pour la paix.
- 4) Nous soutenons des sanctions ciblées qui touchent les grandes entreprises capitalistes et les financiers profiteurs de cette guerre, qu'elles aient leur siège social en Russie ou ailleurs. Nous nous opposons à celles qui visent la population. Nous demandons à confisquer – et pas seulement à geler – tous les avoirs des oligarques russes sanctionnés au profit d'un fonds civil de reconstruction pour l'Ukraine. Il faut enfin un registre mondial transparent des grandes fortunes. Nous appelons à construire une coalition diplomatique plus large au niveau mondial contre l'agression russe afin de renforcer la légitimité et l'efficacité des mesures de rétorsion.
- 5) Nous appelons les responsables européens à s'entendre rapidement sur un plan visant à mettre en place un embargo progressif sur les importations d'énergies fossiles depuis la Russie. Le cœur de ce plan devra être une stratégie radicale de transition vers les énergies renouvelables pour mettre fin dans les meilleurs délais à la dépendance énergétique des pays de l'Union Européenne.
- 6) Nous exigeons des États et des institutions internationales une aide économique et financière pour les Ukrainiens, sans conditions. Cette solidarité doit inclure l'intervention humanitaire d'aujourd'hui

et la reconstruction de l'Ukraine demain. Nous exigeons l'annulation de la dette ukrainienne, d'abord celle envers le FMI.

7) Nous demandons l'ouverture des frontières de l'Union européenne aux réfugiés d'Ukraine, y compris ceux qui n'ont pas la nationalité ukrainienne. Nous exigeons des institutions européennes une lutte conséquente contre le trafic humain, qui se développe aujourd'hui aux frontières ukrainiennes.

8) Nous soutenons les mouvements et actions contre la guerre en Russie et Belarus. Nous exigeons le respect de tous les droits fondamentaux d'expression et de manifestation pacifique dans ces pays.

9) Nous appelons les autres États et regroupements d'États à ne pas rajouter à l'escalade. Nous refusons également toute militarisation et course aux armements qui ne profiteront qu'aux marchands de canons et à leurs actionnaires.

10) Nous considérons qu'au-delà de la crise actuelle, l'alternative à de futures guerres réside dans l'établissement d'un système de sécurité collective en Europe, sans blocs militaires ni sphères d'influence. Nous sommes pour un désarmement nucléaire global et pour le démantèlement des blocs militaires. L'ONU doit devenir le siège de la légitimité internationale de la solution de conflits, le droit de véto doit être aboli. Le moment est propice pour construire un mouvement anti-guerre et anti-impérialiste.

(Résolution adoptée par le congrès du 24 avril 2022)